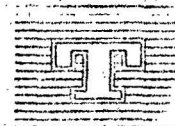


NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/OBS.5/32
10 août 1954

ORIGINAL: FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section</u>	<u>Page</u>
1. Pétition du Bureau du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun à Song Mandeng (T/PET.5/234)	1
2. Pétition du Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun (T/PET.5/250)	2

1. Pétition du Bureau du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun à Song Mandeng (T/PLT.5/234)

Le responsable du Comité de base de l'U.P.C. de Song Mandeng a été interrogé par le Chef de subdivision d'Eseka et invité à préciser les doléances exprimées dans la pétition T/PET.5/234.

Il a déclaré avoir effectivement envoyé une motion à l'Organisation des Nations Unies à l'issue d'une réunion tenue à Song Mandeng le 31 Décembre 1953 mais il a refusé d'en discuter, déclarant qu'il ne pouvait parler au nom de tous les participants.

En conséquence, il est impossible à l'Autorité chargée de l'administration de présenter des observations sur les cas particuliers évoqués dans ce texte. Elle ne peut que se référer aux règlements généraux relatifs aux permis de coupe ou d'exploitation forestière qui est exposée dans les rapports annuels sur l'administration du Territoire.

En ce qui concerne l'établissement d'écoles, de postes antennes médicaux et de routes, la politique de l'administration a fait l'objet de déclarations devant le Conseil de Tutelle. La subdivision d'Eséka compte 5 Ecoles officielles, 87 Ecoles de mission (Ecoles centrales et écoles de brousse), 1 hôpital et 4 postes antennes médicaux et dispensaires. Elle est traversée par 207 kilomètres de routes carrossables. Song Mandeng se trouve à environ 6 kilomètres des routes forestières et à 8 kilomètres de la route reliant Eséka à l'axe Douala - Yaounde. Ce village est à 10 kilomètres du dispensaire de Bidloka et à 18 kilomètres de l'hôpital d'Eséka.

2. Pétition du Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun
(T/PEF.5/250)

L'exercice de tout service de transport public est soumis au Cameroun à une autorisation du Chef du Territoire conformément aux prescriptions de l'arrêté du 18 juin 1940 relatif à la circulation routière et aux transports publics et en vue principalement de la sauvegarde des intérêts des usagers.

Le sieur MOUAHA Marcous, ancien employé de commerce, ayant acheté un véhicule destiné au transport de voyageurs, présenta une demande d'autorisation aux bureaux de la région de Wouri le 10 décembre 1953. Une carte provisoire de transport public lui fut délivrée le 12 décembre. Le 30 décembre 1953, il fut constaté par le chef de la brigade de gendarmerie d'Eséka que ce véhicule était conduit par un chauffeur qui ne possédait pas de permis de conduire spécial pour la conduite des véhicules de transports en commun, qu'il circulait sous une patente établie au nom du précédent propriétaire et qu'il était en outre dépourvu de plaque minéralogique à l'avant. Procès-verbal en fut dressé et transmis à la Justice. Le véhicule fut mis en fourrière en attendant qu'un chauffeur disposant du permis nécessaire vint en prendre possession pour le compte de son propriétaire. Le 6 janvier 1954, MOUAHA Marcous se présenta pour se mettre en règle et enleva son camion.

Après enquête administrative, le chef du territoire refusa l'autorisation sollicitée et cette décision fut notifiée à MOUAHA Marcous par lettre du chef de la région du Wouri. La recrudescence des accidents mortels de la circulation a contraint l'administration à faire preuve d'une très grande sévérité à l'égard des infractions susceptibles de créer un danger pour les usagers de véhicules de transport en commun ou pour les tiers.

- - - - -